

# ÇA GROGNE CHEZ LES CADRES DU SPORT ET LES TRAVAILLEURS D'ALGÉRIE TÉLÉCOM

## Le malaise social n'en finit pas de grandir à Tizi-Ouzou

*Les uns après les autres, en l'espace de quelques jours, les cadres de la jeunesse et des sports de la wilaya de Béjaïa, puis leurs collègues de la wilaya de Tizi-Ouzou sont montés au créneau pour dénoncer les incongruités d'un arrêté ministériel qui, le moins que l'on puisse dire, fait des vagues.*

Les cadres de la jeunesse et des sports de Tizi-Ouzou, à l'instar de leurs collègues de Béjaïa ainsi que d'autres wilayas, contestent, en effet, les conditions édictées à travers l'arrêté du 22 juillet 2010 par leur tutelle pour prétendre aux grades d'éducateur principal et d'éducateur.

Les cadres en colère demandent à être «intégrés directement» au grade d'éducateur principal en activités physiques et sportives et celui d'éducateur principal d'animation de la jeunesse «dans les mêmes conditions et modalités que celles en vigueur dans les autres secteurs».

Les cadres du sport motivent leur revendication par le fait, entre autres, qu'avec la formation qu'ils sont en train de subir, ils seront désormais du niveau bac+4. De ce fait, les 167 cadres signataires de la déclaration de revendications, transmise au ministre des Sports sous forme de lettre ouverte, estiment qu'ils

sont dans leur droit d'exiger d'être reclassés à la catégorie 12 du statut des fonctionnaires, comme cela a cours dans les autres secteurs.

Sur leur lancée, les cadres de la jeunesse et des sports ont décidé d'intégrer des revendications pédagogiques.

Leur durée de formation initiale, rappellent-ils, a été fixée à trois années, sanctionnée par un travail de recherche et un stage pratique. A ce titre, le collectif des cadres de la DJS de Tizi-Ouzou revendique l'allègement du nombre de stages, la suppression du travail de recherche qu'ils doivent présenter sous forme de mémoire, entre autres revendications.

Ainsi, la protestation qui chaque semaine gagne secteur après secteur à Tizi-Ouzou prend une ampleur jamais égalée. Ce ne sont sans doute pas tes travailleurs d'Algérie Télécom qui diront le contraire, eux qui, à travers leur conseil

syndical, s'élèvent contre le deux poids deux mesures en vigueur quant à l'évaluation de leur prime de rendement collectif et individuel.

Le conseil syndical d'Algérie Télécom se déclare «indigné par cette mesure spécifique à l'encontre des travailleuses et travailleurs de la région de Tizi-Ouzou». Un traitement dans l'évalua-

tion de la prime qu'il qualifie d'humiliant alors que d'autres wilayas ayant, comme la leur, leurs propres spécificités qui ne les ont pourtant pas empêchés de relever de nombreux défis au grand bonheur de l'entreprise.

Le conseil syndical d'Algérie Télécom de Tizi-Ouzou préconise ainsi une

révision des procédés techniques et autres calculs de la PRI-PRC des personnels de l'entreprise. A en croire plusieurs fonctionnaires de la société, la grogne est allée crescendo, ces dernières semaines, et, à ce titre, il n'étonnerait pas que les travailleurs mettent la pression sur le syndicat pour passer à une vitesse supérieure pour

se faire entendre de la direction générale.

Ainsi, après les étudiants, les gardes communaux, les fonctionnaires des mairies et autres, le front social a-t-il gagné de nouveaux «soldats» et gare à l'explosion qui guette à tout moment une ville et ses autorités jamais mises autant sous pression.

A. M.

### AZAZGA

## Les citoyens de Cheurfa ferment la RN 71

*Quatre mois après avoir fermé la RN 71, au niveau de l'embranchement de Cheurfa, à 1 km à l'est d'Azazga, pour exiger le bitumage de ce tronçon routier, source de lourds désagréments pour les automobilistes qui mettent près d'une heure pour joindre le chef-lieu de daïra, à partir de cette intersection, les manifestants, qui se disent forts du soutien des riverains, sont revenus à la charge, hier, dès 6 h du matin, pour bloquer la route et réitérer cette exigence.*

Une exigence assortie, cette fois-ci, d'un engagement écrit avant de surseoir à leur action qu'ils entendent maintenir tant que les autorités ne se seraient pas engagées solennellement à honorer leurs promesses.

Les revendications des manifestants touchent également à la viabilisation de ce tronçon faisant partie de la périphérie est de la ville d'Azazga, dont les trottoirs et les caniveaux sont obstrués ou endommagés, selon eux.

L'impact est ainsi grand sur les collégiens, les lycéens et autres travailleurs qui fréquentent les établissements limitrophes, notamment les jeunes piétons, contraints de se faufiler entre les véhicules.

Conséquence du blocage de cette importante voie de communication, les voyageurs venant de l'est sont contraints à un très large détour pour rejoindre Azazga ou Tizi-Ouzou, quand ils ne sont pas tout

simplement obligés de rebrousser chemin, à l'image de ces bus ou fourgons de transport de Bouzeguene, au grand dam des étudiants et autres travailleurs.

Les protestataires indi-

quent avoir enregistré la venue du secrétaire général de la daïra d'Azazga, qui se serait présenté, selon eux, également comme émissaire du wali, avec ce discours tant de fois entendu par les villageois, à savoir que le bitumage de ce tronçon dépend des travaux d'assainissement afin d'éviter tout risque de pertes sèches pour l'Etat. Contacté, un proche de l'APC d'Azazga, qui ne rejette pas les revendications de la population, tire à boulets rouges sur la DTP, coupable à ses yeux

de négligences pour n'avoir pas anticipé sur ce problème, en ne prévoyant pas une déviation provisoire pour permettre l'entame du projet de bitumage et de viabilisation de ce tronçon, en temps opportun.

Décidés à aller jusqu'au bout de leur action, les manifestants entendent faire durer leur protestation, contrairement à la dernière fois, le 14 novembre dernier, quand ils ont levé le siège de la route vers 10h du matin après les promesses verbales des autorités locales.

S. Hammoum

### TIZI-GHENIFF

## Fermeture de l'APC

*Une trentaine de citoyens recasés en 2005 dans un hangar au chef-lieu de la daïra de Tizi-Gheniff, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ont fermé le siège de leur APC durant toute la matinée d'hier lundi.*

Ils réclament des «lots de terrain à la cité Marako, à environ 4 km du chef-lieu». «Avant la démolition de l'ancien bidonville, connu sous le nom de cité de la Gendarmerie, où nous étions installés, les autorités nous avaient promis de nous y ériger des logements décentes dans un délai de six mois.

Six ans après, 25 familles vivent encore dans des conditions inhumaines à l'intérieur d'un hangar en tôle qui abritait l'ancienne Caps de la commune. C'est une injustice !» s'indignent des manifestants.

En l'absence du maire, le chef de daïra s'est déplacé à la mairie où il a tenu une

petite réunion avec des représentants des protestataires en vue de désamorcer la crise. Cependant, à en croire un des délégués ayant assisté aux négociations, ces derniers ont refusé de libérer la mairie «faute d'engagement concret de la part du premier responsable de la daïra».

Ils affirment, en outre, «n'évacuer les lieux qu'après engagement du maire à satisfaire (leur) revendication dans un délai bien déterminé».

Contacté par téléphone en milieu de journée pour avoir sa version, le maire, M. Djidda, nous a affirmé qu'il était «en réunion à la wilaya» et s'est excusé de raccrocher.

A rappeler, enfin, que ces mêmes citoyens étaient déjà descendus dans la rue pour crier leur ras-le-bol. Ils avaient, en effet, fermé le 27 décembre dernier la route reliant les chefs-lieux des communes de Tizi-Gheniff et de M'kira, à hauteur de leur cité.

Kaci Moussa

### KOLÉA

## Sit-in devant le siège de la wilaya

*Le douar Haï Radar, sis dans la banlieue de Mouaz-Bilal, est un centre urbain secondaire de la ville de Koléa. Ce quartier qui abrite plus de 400 familles est composé essentiellement d'habitats précaires, n'ayant ni les commodités de base, ni aucune structure de proximité d'accompagnement.*

Depuis jeudi passé, ce douar est en pleine effervescence à la suite du suicide d'un de ses habitants, un quinquagénaire, N.Y., 54 ans, ayant 3 enfants à charge, et qui s'était donné la mort par pendaison, jeudi dernier.

Selon nos sources, le malheureux avait laissé une lettre dans laquelle il précisait que, n'ayant ni travail, ni logement, ni moyen décent de subvenir aux besoins de sa famille, il

préfère se donner la mort que de se voir dégénérer.

Un habitant du douar nous donna de plus amples renseignements sur cette mort : «Depuis son accident de la route, dans lequel il avait perdu son véhicule, le défunt souffrait de troubles mentaux. A ce problème, s'est ajouté le fait que devant cette misère, sa femme a décidé de travailler en tant que femme de ménage. Ce que le défunt n'avait certainement pas supporté, vu que son suicide coïncide avec le premier jour du travail de sa femme», nous a précisé un résident du douar Haï Radar.

La population de ce douar, en émoi, s'est chargée des préliminaires de l'enterrement et de prodiguer réconfort à la veuve et aux 3 orphelins dont l'aîné a moins de 15 ans.

C'est devant le siège de la wilaya de Tipasa que le représentant de ce

douar, Mohammed T., nous a informé que «plus de 200 personnes observent depuis le lundi 7 mars un sit-in devant le siège de la wilaya, pour demander une prise en charge décente des préoccupations de ce village. Malheureusement, après entrevue avec les responsables, nous n'avons rien reçu de concret à nos requêtes.

Ce représentant de quartier a ajouté : «Le suicide de notre voisin a été le détonateur de nos revendications. Nous avons exposé nos problèmes aux élus locaux depuis 2007, le jour où la population de ce douar était composée de 128 familles. Aujourd'hui, nous allons persévérer dans nos réclamations même si aucune suite favorable pour notre recasement ne sera donnée.»

Larbi Houari

### CONTESTANT L'AUGMENTATION DES PRIX DES 60 LOGEMENTS

#### LSP DE BOUGARA

## Les bénéficiaires observent un sit-in devant le siège de l'OPGI de Blida

Les bénéficiaires des 60 logements LSP de Bougara ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la direction de l'OPGI de Blida pour protester contre l'augmentation des prix des logements. Cette dernière leur a exigé un ajout de 85 millions de centimes sur le prix initial qui était arrêté à 165 millions de centimes pour un appartement de type F3.

Les protestataires, qui affirment avoir respecté toutes les closes du contrat, et ce, depuis neuf ans, n'arrivent pas à s'expliquer les motifs de cette augmentation, d'autant qu'elle n'a pas figuré dans le contrat.

En effet, ajoutent-ils, c'est sur la base de leur fidélité à honorer la convention qui les liait à l'OPGI qu'ils ont reçu les titres de propriété. Toutefois, ils sont contraints, soutiennent-ils, d'honorer cet ajout sous peine d'être évincés de la liste des bénéficiaires. Chose qu'ils rejettent catégoriquement, considérant qu'ils restent soumis aux conditions du premier contrat.

M. B.

### PROTESTANT CONTRE LES FAIBLES INDEMNISATIONS DES TERRES DE LA NOUVELLE-VILLE DE BOUINAN

#### Des citoyens ferment la RN29

Des citoyens ont fermé, hier, la RN 29 entre Amroussa et Bouinan, dans la wilaya de Blida, et ce, pour protester contre le faible taux d'indemnisation pour leurs terres qu'ils ont cédées à l'Etat dans le cadre de l'expropriation pour la construction de la nouvelle-ville de Bouinan.

C'est avec des troncs d'arbre qu'ils ont bloqué la circulation routière pendant presque une heure. Il a fallu l'intervention des forces de sécurité pour que l'axe routier soit rouvert à la circulation automobile. Par ailleurs, plusieurs centaines de citoyens ont assiégé la daïra de Bouinan, réclamant le relèvement du taux des indemnités puisque le mètre carré a été évalué à 1 000 DA, disent-ils, sans compter les retards dans les paiements.

M. B.